

MÉMOIRE

Pour éviter Babel

présenté à

**La Commission de consultation sur les pratiques
d'accommodement reliées aux différences culturelles**

par

La Société nationale de l'Est du Québec



Le 13 septembre 2007

La Société nationale de l'Est du Québec est un organisme voué à la défense des intérêts du peuple québécois, organisme qui travaille à la reconnaissance de ce peuple par la promotion de son histoire, de sa culture et des symboles qui le représentent et qui œuvre à l'accession du Québec à l'indépendance politique, seul moyen, selon nous, d'assurer la survie et l'épanouissement d'une collectivité française en Amérique.

Remarques préliminaires

Même si la création de cette commission relève d'un geste politique partisan de la part d'un gouvernement qui, en pleine campagne électorale, se sent débordé par le problème soulevé, nous considérons que c'est une excellente idée puisqu'elle devrait permettre aux Québécois de toutes origines et « de toutes dates » de s'exprimer dans le cadre d'un effort tout à fait exemplaire pour trouver une façon agréable et profitable pour tous de vivre ensemble et de construire en terre d'Amérique une société moderne, ouverte, harmonieuse et fière de créer une culture originale qui exprime en français la richesse des apports multiples qu'elle aura su intégrer. Probablement que cette commission nous offre une rare occasion de trouver des moyens de contrer les problèmes raciaux auxquels sont confrontés plusieurs pays occidentaux, frictions qui ne sauraient tarder à se manifester dans d'autres provinces canadiennes qui attirent beaucoup d'immigrants.

Nous sommes aussi heureux du choix des deux principaux commissaires qui sont reconnus pour la qualité de leur culture et de leurs analyses de notre société et qui ont une connaissance de notre histoire qui leur permettra de nous aider à faire, s'ils le veulent, les raccords nécessaires pour que des lignes directrices claires et respectueuses de ce que nous sommes ressortent à l'occasion de leur synthèse de ces travaux. Nous souhaitons que les battages médiatiques qui donnent prise à ceux qui espèrent torpiller la commission ne les amènera pas à se réfugier dans la rectitude politique et à adopter le langage de l'insignifiance qui intoxique trop souvent notre vie politique.

Qu'on nous permette toutefois une amicale mise en garde en regard de l'utilisation du vocable « Canadien français » pour désigner le groupe des « inquiets » face aux problèmes que pose l'immigration au Québec ; nous connaissons des familles qui ont pour nom Grant, Mc Cullen, Toanen, Stracan, Khalil ou Kowalski et Gamba qui, installées en région, n'ont pu avoir la tentation de se ghettoïser, y ont trouvé un emploi, se définissent comme des « Québécois de souche », ont adopté la façon de vivre et les valeurs de leur société d'adoption en plus d'en partager les angoisses.

Nous espérons que cet exercice salutaire enlèvera à tous la moindre tentation de faire des nouveaux arrivants un exutoire pour les frustrations d'ordre moral, social et économique des « anciens arrivés ». Il faudrait, comme résultante, que ressortent les liens fondamentaux qui unissent les Québécois plutôt que ce qui les divise ; il faudrait aussi que ceux qui constituent la majorité de la société d'accueil développent un appétit pour la richesse qu'apportent ceux qui se joignent à eux ; il faudrait, pour que cela se réalise, que ces travaux soient un moyen de développer chez cette majorité une fierté d'avoir préservé les valeurs qu'elle a à offrir à ceux qu'elle accueille : cette soif de liberté, d'égalité, de solidarité, de partage ; cet attachement à la culture que nous avons développée au long de notre histoire et à cette langue française que nous avons su conserver malgré tous les obstacles.

Notre vision du problème

Au-delà du sensationnalisme des médias et des tentatives de récupération de certains politiciens qui ont intérêt à monter en épingle des événements ou des propos anodins, nous reconnaissons qu'il y a dans ce choc des identités les germes d'un problème qui risque de s'aggraver si on n'y porte pas attention. Nous sommes heureux que certains de nos compatriotes aient eu le courage de le signaler alors qu'il est encore temps de rechercher des solutions pour éviter les événements toujours disgracieux, souvent tragiques dont nous sommes témoins en suivant les actualités.

Québécois francophones, nous vivons avec la conscience aiguë de notre fragilité ; mais nous refusons de sacrifier ce que notre « amère résistance » nous a permis de devenir : un peuple relativement homogène, qui vit l'Amérique de façon différente et légitime et qui exprime son expérience originale dans une langue qui lui forge une vision particulière de notre monde. Nous sommes aussi conscients que notre poids démographique et politique ne peuvent être maintenus, vu notre faible taux de natalité, sans un apport important d'immigrants. Instinctivement, nous avons compris que le multiculturalisme à la Trudeau ne cadre pas avec notre besoin de préserver une essentielle solidarité si nous voulons que notre peuple conserve un minimum des traits qui l'identifient et qui ont été acquis au cours de bientôt cinq siècles de son aventure américaine.

Le multiculturalisme et son déguisement poli, la diversité culturelle, qu'on nous a fait assimiler comme modèle idéal à force de matraquage propagandiste est probablement la forme la plus hypocrite et la plus douloureuse de l'assimilation des minorités puisque, sous des apparences d'ouverture, elle favorise la constitution, à l'intérieur d'un peuple, de ghettos raciaux qui ne manqueront pas de finir par s'affronter en raison de la multitude d'intérêts divergents d'ordre social, moral, politique et économique que chacun protège.

Le problème qui nous préoccupe n'est pas créé d'abord par les immigrants qui, pour la très grande majorité, désirent avant tout se construire ici une nouvelle vie paisible, prospère et heureuse ; ce problème naît de la multitude de signaux contradictoires que le pays d'accueil leur envoie et des discours ambigus que nous utilisons pour exprimer nos exigences et les valeurs auxquelles nous tenons ; il est encore aggravé par la crainte maladroite des Québécois responsables des institutions de paraître manquer d'ouverture s'ils refusent d'acquiescer aux demandes les plus fantaisistes ou aux requêtes stratégiques de certains exploitants du système. Cette obscurité est encore accentuée par les intérêts politiques partisans de ceux qui se succèdent à la tête du gouvernement québécois, ces opportunistes qui ont besoin pour rester au pouvoir de donner le change à toutes les strates de la population en se gardant de prendre des positions tranchées.

C'est cette confusion qui donne une prise solide à n'importe quel petit intégriste à l'ego démesuré (les intégrismes ne sont pas tous musulmans) qui ambitionne d'installer son pouvoir sur un groupe culturel, religieux ou autre en tablant sur les croyances d'origine de ses congénères, en exploitant toutes les ficelles et les failles de nos chartes des droits ou en jouant sur les oppositions entre les intérêts politiques canadiens et québécois.

Ce qui inquiète le plus ceux qui défendent l'identité du Québec moderne, ce ne sont pas les « accommodements raisonnables » véritables ; ce sont toutes ces formes d'*arrangements* pour des motifs religieux qui constituent un dangereux retour en arrière, qui ouvrent les portes à plusieurs formes de fanatisme et qui mettent un frein à l'effort de laïcisation de notre société entreprise il y a un demi-siècle et qui est loin d'être parfaitement accomplie. Nous voyons bien que les intégrismes religieux de toutes natures tentent actuellement de profiter du retour des courants de spiritualité les plus divers pour se mettre solidement en selle.

Notre position

Soyons brefs et clairs : nous pensons qu'il faut refuser systématiquement que s'insinuent dans la vie publique de notre société tout arrangement qui freine ou contredise notre marche vers l'établissement d'une société laïque véritable pour au moins six bonnes raisons.

- 1- Parce que ces causes sont très souvent amenées par des demandeurs intégristes qui cherchent à occuper le plus large pan possible du terrain politique en utilisant les chartes et tribunaux au profit d'un groupe particulier pour satisfaire leur soif intransigeante de pouvoir à des fins parfois fort répréhensibles ;
- 2- Parce que la pluralité des exigences, une fois satisfaites, rendraient la société ingérable à tous les niveaux ;
- 3- Parce que plusieurs demandes exigent que l'on prive certains groupes des acquis obtenus de haute lutte et qui reposent sur un large consensus ;

- 4- Parce qu'une société comme le Québec, si elle veut vivre, ne peut se permettre de se fractionner en ghettos indifférents ou hostiles les uns aux autres ; elle doit au contraire mettre tout en œuvre (aide à l'intégration et à l'emploi, régionalisation, politique d'occupation du territoire, etc.) pour que se réalise une intégration harmonieuse où le citoyen de longue date et le nouvel arrivant se sentent enrichis par leurs contacts mutuels ;

- 5- Parce que sacrifier ces acquis, ce serait trahir ceux qui espéraient trouver ici une liberté et des valeurs dont ils étaient privés dans leur pays d'origine et qui, pour ça, ont accepté de faire des sacrifices incroyables et de subir un total déracinement ;

- 6- Parce qu'il s'agirait en plus d'une trahison à l'égard des immigrants qui se sont intégrés complètement à notre peuple, qui l'ont enrichi, s'en nourrissent et participent pleinement à ses combats.

Comme groupe majoritaire, nous devons faire un effort pour comprendre le choc que vivent certains arrivants et réaliser que nous ne pouvons exiger d'eux qu'ils se dépouillent instantanément de leur identité pour adopter totalement la nôtre ; il faut que nous leur donnions du temps et des moyens pour se les approprier ; la méfiance et les soupçons de notre part constitueraient les pires obstacles à ces rapprochements. Par ailleurs, il faut clairement savoir que les politiques publiques et les règles de fonctionnement de la société civile ne peuvent être dictées par la peur de paraître racistes. Pourquoi faudrait-il avoir honte de vouloir fermement que notre peuple protège son originalité et s'épanouisse en faisant rayonner sa culture qui s'exprime en français ? Pourquoi renoncerions-nous à ce qu'il fasse entendre une voix cohérente qui prend racine dans plus de 450 ans d'histoire et s'est enrichi constamment d'innombrables contributions de ceux qui se sont joints à lui ? Nous réalisons peut-être instinctivement que vouloir se donner une identité qui plaise à tous et à chacun, cela s'appelle s'aliéner.

Les remuements auxquels nous assistons présentement et les éclats, somme toute modérés, qui parviennent de partout dans la « masse populaire », c'est la manière de cette majorité qu'on a fait taire depuis plus de vingt ans de dire : « Holà ! Nous existons nous aussi ! Nous avons construit ce pays et nous voulons continuer d'y avoir une place ! » Il faut prendre cet avertissement au sérieux. Il faut surtout comprendre qu'il s'adresse non pas tant aux immigrants qui ont des occupations plus urgentes que celle d'éplucher les chartes et d'étudier les raffinements du multiculturalisme canadien ; ce message s'adresse à ceux qui nous gouvernent ; il leur intime d'utiliser un langage clair pour édicter des politiques claires qui énoncent clairement qu'au Québec, nous voulons accueillir à bras ouverts les immigrants et que nous reconnaissons l'importance de leur contribution ; des politiques qui affirment qu'au Québec, la seule langue commune, c'est le français ; que le Québec est une société laïque, ce qui ne veut pas dire qu'il faille agir comme les Talibans et détruire le patrimoine culturel accumulé par les générations passées ; qu'au Québec, tous les citoyens, hommes et femmes sont égaux en fait et en droit et que cela se traduit par un libre accès à toutes les institutions ; que la religion, c'est une affaire privée qui ne doit pas interférer dans la vie publique parce que les différences de croyances ne peuvent qu'entraîner une infinité de discriminations.

La population demande en plus que le message circule et soit compris par tous ceux qui sont responsables des institutions publiques quelle qu'en soit la nature et la fonction pour éviter que certains velléitaires ne créent des précédents qui entraînent toutes sortes de dérives. Il faut enfin que les aspirants à l'immigration connaissent ces règles avant d'arriver ici. Pour nous en assurer, ne faudrait-il pas que des représentants du Québec soient les seuls autorisés à porter cette information ?

C'est peut-être là que nous arrivons au nœud de notre problème, à la source de beaucoup de malentendus. Bien sûr, on peut réclamer des règles claires ; on peut reprocher à un gouvernement de couper les ressources aux organismes d'aide à l'intégration pour baisser les impôts ; on peut réclamer que les immigrants soient mieux répartis sur le territoire du Québec ; on peut exiger une politique d'emploi plus adéquate et équitable ; mais, si chaque fois qu'un individu insatisfait pour une raison ou pour une autre décide de contester ces règles et ces lois et de les faire annuler par une cour étrangère prédominante, cela sert à quoi ?? Plusieurs d'entre nous le savent depuis si longtemps : pour qu'un peuple vive selon son génie propre, il lui faut posséder l'ensemble des leviers par lesquels il contrôle son destin ; cela est d'autant plus important dans le contexte actuel où tout est mondialisé et uniformisé sauf, peut-être, les véritables valeurs qui nous font vivre. À l'ère de la mondialisation, seuls les peuples qui possèdent un pays ont droit à la parole.

« Être Québécois, c'est et ce sera toujours vivre dangereusement », disait le sage sociologue Marcel Rioux au milieu des années 70 du siècle dernier. Cela paraît, aujourd'hui, plus vrai que jamais parce que les liens de solidarité semblent plus relâchés qu'à cette époque et que l'individualisme matérialiste paraît triompher sur tous les plans. Pourtant, lorsqu'on observe de près les courants qui naissent dans le Québec actuel, on réalise que les jeunes générations développent une volonté d'affirmation convaincante qui réussira peut-être à obtenir des hommes politiques cette essentielle clarté qui leur fera transmettre ce désir de vivre qui a maintenu en santé le petit peuple que nous sommes, et un sentiment de fierté que les humains de tous les horizons préféreront partager plutôt que de s'installer dans une autre Babel.

L. Cimon pour la SNEQ